

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORMANDY COATING

Rue Verdier Monetti
76880 Arques-La-Bataille

Références : UDRD-2026-04-T-181
Code AIOT : 0005802394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement NORMANDY COATING implanté 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale de contrôles visant à vérifier la connaissance, la gestion et la maîtrise des réseaux par l'exploitant, pour éviter un transfert de pollution dans le milieu naturel.

Le site NORMANDY COATING fait partie de ce programme de contrôle compte tenu de la présence d'un plan d'eau et la Béthune à proximité immédiate.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORMANDY COATING
- 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille
- Code AIOT : 0005802394
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Normandy Coating située à ARQUES-LA-BATAILLE (76880) est une usine de chimie qui opère dans le traitement de surface. Elle s'est spécialisée dans l'enduction de film polyester afin de lui conférer certaines propriétés physiques (hydrolyse, adhérence, imprimabilité, etc). Les films polyester traités sont utilisés dans l'industrie des adhésifs, les étiquettes, les arts graphiques, l'électronique imprimée, le transfert textile, etc.

C'est une entreprise qui compte une cinquantaine de salariés qui se relaient en 3*8, du lundi 5h au vendredi 22h. Si l'entreprise est propriétaire de ses bâtiments depuis leur rachat à la CCI, elle continue de partager le site avec plusieurs autres entreprises (notamment RTT, soumise à autorisation). Le site est situé à proximité d'un étang (lacs de la Varenne).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
3	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Ouvrages de prélèvement en nappe souterraine	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
5	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 7.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan des réseaux doit être complété a minima pour le site Normandy Coating.

Compte tenu de la configuration du site (plusieurs entreprises partagent le site, éloignement des bassins de récupération des eaux), un plan des réseaux pourrait utilement être réalisé à l'échelle du site (rue Verdier Monetti, propriété de la CCI Rouen Métropole) ou, à défaut, des ICPE présentes sur le site.

Une demande est formulée en ce sens sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Art. 4 : II. [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...] Art. 43 (eaux pluviales) : Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux de son site datant de 2018. Ce plan identifie les réseaux des bâtiments mais pas les zones de dépotage ni les bassins de récupération des eaux pluviales, ni les réseaux internes du bâtiment NCA de circuit des déchets longeant le sol. Ce plan doit être complété de façon à avoir un plan complet des réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°1:</u> l'exploitant devra compléter le plan des réseaux de façon à avoir un plan complet (identification de la zone de dépotage, des bassins de collecte des eaux pluviales et, si opportun, du réseau interne du bâtiment NCA de circuit des déchets longeant le sol). Par ailleurs, compte tenu de la configuration du site (plusieurs entreprises partagent la plateforme industrielle, éloignement des bassins de rétention), un plan des réseaux pourrait utilement être réalisé à l'échelle de l'ensemble de la plateforme (rue Verdier Monetti, propriété de la CCI Rouen Métropole) ou à défaut des ICPE présentes sur le site. Un retour à la DREAL est attendu sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Prescription contrôlée : II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]
Constats : Le dernier nettoyage du réseau date de 2024 selon l'exploitant à la suite d'un déversement de méthanol. Le canal de prélèvement est régulièrement nettoyé conformément au plan de suivi de maintenance selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux
Prescription contrôlée : [...] Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le site dispose d'une zone de dépotage (commune avec le voisin REGMA Transfert Thermique) avec plusieurs cuves de 10 à 20 m ³ (déchets, mélange eaux de lavage et matières premières : méthanol, propane). Les eaux pluviales contenues dans les rétentions desdites cuves sont pompées puis rejetées après vérification du pH ($5,5 < \text{pH} < 8,5$) vers le bassin de rétention eaux pluviales / extinction incendie. La zone de dépotage des matières premières est sur rétention dotée d'une vanne 3 voies à actionner lors du dépotage (système de consignation par clé) permettant de confiner tout éventuel déversement dans le réseau d'eaux pluviales. Une fiche réflexe est affichée dans le bâtiment NCA pour réagir en cas de déversement de produits (mise à jour en 2023). Le bassin de rétention des eaux pluviales servant de collecte des eaux d'incendie dispose d'une vanne d'isolement actionnée régulièrement (fermée le vendredi puis ouverte le lundi matin). Ce bassin fait l'objet d'une ronde quotidienne d'après l'exploitant. Le déversement de ce bassin se fait dans un ru qui rejoint certainement la Béthune.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ouvrages de prélèvement en nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des équipements
Prescription contrôlée : <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>[...] Extrait schéma norme NF X10-999 d'août 2014.</p>
Constats : <p>Le site dispose d'un prélèvement d'eau souterraine géré par l'exploitant. Le prélèvement alimente le site Normandy Coating ainsi que le site voisin REGMA Transfert Thermique.</p> <p>Le point de prélèvement est correctement protégé de toute intrusion et pollution (grillagé, fermé à clé) et fera l'objet d'amélioration de la configuration du site selon l'exploitant (suite au rachat des parcelles accédant à ce forage).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : La visite de l'atelier NCA a mis en évidence la présence de rétention sous les stockages de produits liquides de type solvants.
Type de suites proposées : Sans suite